

Liban : Timidité arabe, opportunisme russe, et offensive iranienne. La France aux premières lignes

L'annonce par l'Iran d'un tir de lanceur spatial le 9 février 2020, couplée de la présentation d'un nouveau missile balistique d'une portée supérieure à 500km, a aussitôt été condamnée par la France qui a appelé la république islamique à « respecter pleinement ses obligations internationales ». C'est l'occasion aussi pour le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères de rappeler, dans un communiqué le 9 février 2020, que « le développement du programme balistique iranien porte atteinte à la stabilité régionale et affecte la sécurité de l'Europe ».

La menace dépasse la zone du Golfe arabo-persique, où la France vient de lancer (avec les Pays-Bas) sa mission européenne pour sécuriser le détroit d'Ormuz EMSI (*European Maritime Surveillance Initiative*), et où son Président Emmanuel Macron venait de révéler, le 16 janvier 2020, le déploiement en Arabie saoudite de la *Task Force Jaguar* pour « réassurer » le royaume face aux menaces militaires en provenance de l'Iran.



Total s'apprête à mener son premier forage dans les eaux territoriales libanaises, qui débutera au milieu de la ZEE (Bloc 4) avant d'atteindre plus tard dans l'année le sud (Bloc 9) où le contentieux entre le Liban et Israël reste une source de tensions.

La France reste engagée aux côtés du Liban dont elle défend la souveraineté et la stabilité. Cet engagement est culturel, social, politique, diplomatique, économique et militaire. Il contribue à ce que le Liban reste le Liban... Dans le bras de fer entre les Etats-Unis et l'Iran et qui se traduit par de forts clivages entre Libanais, la France a su trouver une place médiane grâce à sa capacité à « parler à tout le monde ». Son premier défi aujourd'hui, alors que la géopolitique régionale (accord nucléaire, Daech, deal du siècle, offensive russe, offensive turque, etc.) déstabilise le rapport des forces interlibanais, est de défendre sa présence et son influence afin de pouvoir continuer à défendre et ses intérêts au Liban et la souveraineté et la stabilité de ce pays. Pour cela, la France a besoin d'interlocuteurs crédibles au Liban. Elle a besoin avant toute chose de savoir qu'elle peut travailler avec un gouvernement capable de réformer le pays et de « travailler autrement » comme le répète l'ambassadeur Bruno Foucher qui a fait savoir très vite aux autorités libanaises que la France « soutiendra le Liban et son gouvernement ». Son homologue russe Alexander Zasytkin affiche sans ambiguïté le soutien de son pays au gouvernement de Hassan Diab, depuis avant le vote de confiance, confirmant l'opportunisme de Moscou lorsqu'il s'agit du Liban (comme ailleurs au Moyen-Orient). La France, qui est en mesure de mobiliser l'UE et le Groupe de Soutien International pour le Liban, mise toujours sur [CEDRE](#) et [Rome-2](#) afin de véhiculer les aides économiques, financières et militaires au gouvernement libanais. L'adhésion de ses partenaires, et de ses rivaux aussi, et celle encore des institutions européenne et internationales, lui est ici indispensable. Mais encore, s'il y a un acteur dont elle devrait se méfier désormais au Liban, [c'est bien la Russie](#). Son opportunisme lui permet de [forcer les portes qui lui étaient restées longtemps fermées](#). Les efforts des pro-iraniens et des pro-syriens pour poursuivre l'isolement régional et international du Liban, en fait pour éloigner le pays de ses repères traditionnels qu'ils soient culturels, économiques, diplomatiques, militaires, sont l'occasion pour Moscou de poursuivre sa progression. Un nouveau défi, de taille, pour la France.

Le 11 février, le Parlement votait la confiance au gouvernement par 63 voix seulement. Le quorum a été assuré par l'ensemble des forces politiques qui comptent, y compris celles qui annonçaient leur opposition au gouvernement, et y compris celles liées à l'Arabie saoudite, aux Etats-Unis et à la France (et non seulement les parties liées à la Syrie, à l'Iran ou encore à la Russie). Cela est interprété comme étant le signal d'un arrangement en cours entre les acteurs régionaux et internationaux pour favoriser la stabilité du Liban, et pour donner sa chance au gouvernement (qui a aussitôt annoncé son intention de négocier avec le FMI malgré les réserves du Hezbollah).

Exigence et pragmatisme

La France est très exigeante à l'égard du nouveau gouvernement libanais. Mais elle est aussi pragmatique. Elle connaît les contraintes que subit ce gouvernement, et sait parfaitement les [limites des pressions qu'elle pourrait exercer](#), elle-même et ses partenaires, sur le pouvoir actuel. La France connaît surtout les risques que de telles pressions ne finissent par jeter encore plus le Liban dans les bras de l'Iran et de la Russie, à moins de dissocier la scène libanaise du conflit irano-américain et d'organiser rapidement un tour de table engageant ses partenaires arabes et internationaux. Le 23 février, le Ministre français de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire affirmait, à partir de Riyad, que « la France se tient toujours prête à aider le Liban » et à le soutenir financièrement, dans un cadre bilatéral ou [multilatéral](#), indépendamment

de la confrontation entre l'Iran et les Etats-Unis... Une déclaration aussitôt bien accueillie à Beyrouth par le camp syro-iranien, et appuyée à Riyad par la confirmation faite par le Ministre saoudien des Finances Mohammad al-Jadaan sur la volonté du royaume de coordonner avec d'autres pays leur soutien au Liban « sur la base des réformes économiques » engagées par le gouvernement libanais.